

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. La Vatine  
283 rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 12/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **LAFARGE GRANULATS FRANCE**

Les Taillis  
60126 LONGUEIL STE MARIE

Références : IC-R/0215/22-AC/SA

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS FRANCE implanté Les Taillis 60126 LONGUEIL STE MARIE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS FRANCE
- Les Taillis 60126 LONGUEIL STE MARIE
- Code AIOT dans GUN : 0005101291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ex IED - MTD

L'installation est une carrière d'exploitation à ciel ouvert en eau de sables et graviers alluvionnaires autorisée à poursuivre l'exploitation par l'arrêté préfectoral du 5 juin 2009.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale sur les déchets inertes d'extraction.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC n°1: Existence d'une installation de gestion de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	/	Sans objet
PC n°2: Stockage des déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
PC n°3: Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
PC n°4: Modification	Arrêté Préfectoral du 12/06/2009, article II.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La thématique de la gestion des déchets inertes provenant de l'extraction de la carrière objet de l'action nationale déroulée lors de cette inspection est maîtrisée par la société. Le plan de gestion des déchets est complet et présente efficacement les éléments attendus au regard des minéraux et des caractéristiques de stockage.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** PC n°1: Existence d'une installation de gestion de déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux exploitations de carrières qui relèvent du régime d'autorisation (rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées), à l'exception des affouillements du sol ;</li> <li>- aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</li> </ul> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;</li> <li>- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.</li> </ul> <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par</p>

divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerais ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).

Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.

L'arrêté d'autorisation peut fixer, en tant que de besoin, des dispositions plus contraignantes que celles prescrites ci-après.

Sauf mention expresse, sont soumises aux dispositions qui suivent, en ce qui concerne les carrières, les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

**Constats :** L'exploitant a présenté en séance le mode d'exploitation de la carrière. Il procède au décapage de la terre végétale, qui est stockée en merlons en périphérie des zones d'exploitation le temps de l'extraction. Elle sert ensuite à la remise en état de la zone extraite quelques années plus tard. Ce stockage est indiqué dans le plan de gestion de déchets (PGD) comme étant d'une durée de 1 à 20 ans. Ce stockage répond aux caractéristiques d'une installation de gestion de déchets inertes telle que décrite dans l'article précité.

Il en va de même de la couche de stériles argileux présente à la suite. Le stockage est également réalisé en merlons, ou éventuellement en dépôt de surface sur une période de 1 à 10-20 ans. Ce stockage rentre également dans le cadre d'une installation de stockage de déchets inertes.

Vient ensuite l'extraction du minéral qui est le produit et ne rentre donc pas dans cette action.

Le site comprend également une station de lavage des minéraux, qui renvoie ensuite les fines (eaux chargées d'argiles) dans des bassins de décantation. Ces fines déposées dans les bassins entrent dans le cadre de la remise en état final du site. Les bassins ne sont pas curés de ces boues. Ce stockage n'entre donc pas dans le cadre de cette action.

Enfin, certaines parties du site sont concernées par le remblaiement par déchets inertes extérieurs. Ces déchets étant disposés directement à leur emplacement final pour remise en état final du site, ils ne rentrent également pas dans le cadre de l'action.

**Observations :** /

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** PC n°2: Stockage des déchets d'extraction inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage de déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b> Les « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le plan d'avancement de la carrière. Ce plan présente les zones de stockage des déchets inertes évoqués dans le précédent point de contrôle. La nature du matériau stocké est indiqué pour la majorité des zones de stockage, et toutes les quantités y sont indiquées. <b>L'exploitant veillera à renseigner la nature du matériau stocké pour toutes les zones de stockage dans le prochain plan.</b>  Le PGD reprend ces quantités stockées sur les différentes zones, ainsi que le plan en question. Il décrit également les modalités de stockage et les pentes stabilisées.  Ces stockages ont été observés sur le terrain. Les hauteurs des merlons ne dépassent pas les hauteurs fixées dans le PDG. Ces merlons sont mis en place de manière à assurer une bonne stabilité. S'agissant de terres végétales et d'une première couche argileuse de stériles, la question de la pollution est écartée.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC n°3: Plan de gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation « , et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. ».</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>« - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; »</li><li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li><li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li><li>- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li></ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté en séance le plan de gestion des déchets de la carrière daté de janvier 2018. Ce plan est complet, et reprend la quasi-intégralité des éléments demandés par la prescription précitée.</p> <p>Y sont décrites les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les informations géologiques et le contexte du gisement exploité ;</li><li>- un tableau de synthèse des déchets inertes du site ;</li><li>- les modalités de stockage ;</li><li>- les procédures et contrôles de surveillance ;</li><li>- le plan de situation des stockages ;</li><li>- les effets sur l'environnement et sur la santé ;</li><li>- la valorisation pour la remise en état.</li></ul> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de compléter ce plan de gestion de déchets lors de sa prochaine version l'année prochaine en indiquant les futures zones de stockages pour les prochaines zones d'extraction, et la justification de leur emplacement.</b></p> <p>Le plan de gestion de déchets présenté par la société est en adéquation avec la nature des minéraux stockés et les modalités de stockage sur place.</p>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC n°4: Modification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2009, article II.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Généralités
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par l'exploitant aux installations ou à leur mode d'utilisation, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation susvisée doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté en séance une problématique apparaissant sur la zone "Parc aux Boeufs" au sud du site. La remise en état de cette zone d'exploitation a été commencée par l'apport de boues de dragage d'Oise, puis par l'étalement des terres végétales. L'exploitant explique cependant que lors de cette remise en état, les terres végétales ont été étalées trop tôt suivant l'application des boues, ayant impliqué un tassement. Afin de retrouver le niveau NGF défini par l'arrêté préfectoral du site pour la remise en état du site et sa vocation future, l'exploitant indique qu'un apport de terres végétales supplémentaires est nécessaire.  <b>Il a été rappelé à l'exploitant que toute modification des modalités d'exploitation du site pouvant entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</b>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet